

# HAÏTI

**DEPLACEMENT DE PERSONNES  
A L'INTERIEUR DE LEUR PAYS,  
EXPULSIONS FORCEES,  
APATRIDIE : LA LISTE DES  
VIOLATIONS CONTINUE**

*Informations présentées par  
Amnesty International pour  
l'Examen périodique universel  
aux Nations unies  
Novembre 2016*

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# SOMMAIRE

Synthèse .....	3
Le précédent examen et ses suites .....	3
Le cadre national de protection des droits humains .....	4
Promotion et protection des droits humains sur le terrain .....	5
Personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et droit à un logement convenable.....	5
Droits des migrants .....	7
Apatrides .....	7
Accès à la justice .....	7
Violences faites aux femmes et aux filles.....	8
Défenseurs des droits humains et journalistes .....	9
Lesbiennes, gays et personnes bisexuelles, transgenres et intersexués (LGBTI) .....	9
Recommandations à l'État examiné.....	10
Annexe.....	14
Executive summary .....	3
Follow-up to the previous review .....	3
The national human rights framework.....	4
Promotion and protection of human rights on the ground .....	5
Internally displaced people and the right to adequate housing.....	5
Migrants' rights .....	6
Stateless people .....	6
Access to justice.....	7
Violence against women and girls .....	8

Human rights defenders and journalists .....	8
Lesbian, gay, bi-sexual, transgender, intersex (LGBTI) persons .....	8
Recommendations for action by the State under review .....	9
Annex .....	12

## SYNTHESE

Ces informations ont été préparées en vue de l'Examen périodique universel (EPU) d'Haïti, qui se tiendra en novembre 2016. Dans ce document, Amnesty International évalue la mise en application des recommandations faites dans le cadre de l'EPU de 2011, et constate que si Haïti a pris des mesures pour répondre aux préoccupations soulevées dans l'examen précédent, cet État doit en faire plus pour appliquer totalement les recommandations et prendre en compte les principales préoccupations des droits humains dans le pays.

Amnesty International salue les efforts d'Haïti visant à améliorer la justice, notamment les mesures prises pour réduire le nombre élevé de personnes placées en détention provisoire. Toutefois, le manque d'indépendance du système judiciaire, y compris les détentions arbitraires liées à des motifs politiques, demeure une source de préoccupation.

Amnesty International est vivement préoccupée par l'aggravation des conditions de vie des personnes déplacées à l'intérieur du pays à la suite du tremblement de terre de 2010 et par le fait que ces personnes risquent toujours d'être confrontées à des expulsions forcées. Le grand nombre de personnes apatrides et les violences contre les femmes et les filles demeurent préoccupants, tout comme les nombreuses agressions et les actes de harcèlement dont sont victimes les défenseurs des droits humains, les journalistes, ainsi que les lesbiennes, les gays et les personnes bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI).

Dans la dernière section du présent document, Amnesty International adresse un certain nombre de recommandations à Haïti qui permettraient de remédier aux préoccupations relatives aux droits humains ici soulevées.

## LE PRÉCÉDENT EXAMEN ET SES SUITES

Lors de son premier EPU en octobre 2011, Haïti a accepté les recommandations consistant à ratifier plusieurs traités internationaux relatifs aux droits humains<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Conseil des droits de l'homme, *Rapport du groupe de travail sur l'Examen périodique universel - Haïti*, 8 décembre, A/HRC/19/19, recommandations 88.1 (Algérie), 88.2 (Afrique du Sud), 88.3 (Ghana), 88.4 (France), 88.5 (Pologne), 88.6 (Espagne), 88.7 (Norvège),

Cependant, Haïti n'a depuis ratifié que le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, et la Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale. Amnesty International regrette qu'Haïti ait rejeté les recommandations portant sur la ratification de la Convention relative au statut des apatrides et la Convention sur la réduction des cas d'apatridie<sup>2</sup>. Haïti est un État particulièrement concerné par ces deux conventions étant donné qu'un grand nombre d'Haïtiens n'ont aucun document d'identité et que des personnes apatrides expulsées de République dominicaine se trouvent en Haïti.

Amnesty International salue l'adoption de textes législatifs essentiels, tels que la loi relative à la vente et à la traite de personnes, la loi relative aux adoptions, la loi relative à la paternité, à la maternité et à la filiation, et la loi relative à la prévention et à la sanction de la corruption, comme cela avait été recommandé lors du premier EPU<sup>3</sup>.

Haïti a également accepté plusieurs recommandations en lien avec le renforcement de l'administration de la justice<sup>4</sup>. Un président de la Cour de cassation a été nommé et des mesures ont été prises pour réduire le nombre élevé de personnes en détention provisoire, ainsi que pour accroître l'assistance juridique proposée, mais une réforme complète du système judiciaire est nécessaire et l'accès à la justice reste difficile (voir aussi ci-après).

Le nombre de personnes déplacées vivant dans des camps depuis le tremblement de terre de 2010 a considérablement diminué, mais Amnesty International est préoccupée par le fait qu'Haïti n'a pas trouvé de solutions durables pour ces personnes et n'a pas pris de mesures concrètes pour faciliter leur accès à un logement convenable.

## LE CADRE NATIONAL DE PROTECTION DES DROITS HUMAINS

---

88.8 (Uruguay), 88.9 (Djibouti), 88.10 (Honduras), 88.11 (Suisse), 88.12 (Argentine), 88.13 (Norvège), 88.14 (Belgique), 88.15 (Maldives), 88.16 (Espagne), 88.17 (Hongrie), 88.20 (Hongrie).

<sup>2</sup> A/HRC/19/19, recommandations 88.18 (Norvège) et 88.19 (France), et A/HRC/19/19/Add.1, § 33.

<sup>3</sup> A/HRC/19/19, recommandations 88.84 (Norvège), 88.85 (Honduras), 88.86 (Australie), 88.87 (Uruguay), 88.88 (Djibouti), 88.89 (États-Unis) et 88.104 (Turquie).

<sup>4</sup> A/HRC/19/19, recommandations 88.97 (Suède), 88.98 (Espagne), 88.99 (Royaume-Uni), 88.100 (États-Unis), 88.101 (Norvège), 88.102 (Slovaquie), 88.103 (Barbade), 88.104 (Turquie), 88.105 (Belgique), 88.106 (États-Unis), 88.107 (Slovénie), 88.108 (Mexique), 88.109 (Belgique), 88.110 (Suisse), 88.111 (Canada), 88-112 (France).

En 2012, une loi a été adoptée pour réformer l'Office de la protection du citoyen et cet office a reçu en décembre 2013 l'accréditation d'institution nationale des droits de l'homme (catégorie A), dans le respect des Principes de Paris. Cela a représenté un progrès important, mais l'office manque toujours grandement de moyens.

Les principaux textes législatifs reposent sur cinq codes napoléoniens, qui n'ont pratiquement pas été modifiés ; des dizaines de dispositions administratives et législatives ne sont plus pertinentes dans le contexte actuel, des normes sont discriminatoires contre les femmes et plusieurs garanties en matière de droits humains font défaut, notamment la protection contre la torture et les crimes contre l'humanité. La Commission présidentielle pour la réforme de la justice, chargée de réviser les Codes, a soumis au président un projet de réforme du Code pénal en mars 2015 et un projet de réforme du Code de procédure pénale en octobre 2015. Ces deux projets doivent maintenant être présentés au Parlement.

Le viol a été érigé en infraction en Haïti en 2005 à la suite d'un décret gouvernemental. Toutefois, ce décret ne comporte aucune définition de l'infraction et ne fait aucune mention du viol conjugal.

Dans le contexte de la crise politique, le pays a dû se passer de Parlement opérationnel tout au long de l'année 2015 et n'a pas élu de successeur au président, qui a achevé son mandat le 7 février 2016, ce qui a fortement perturbé la capacité d'Haïti à adopter des politiques et lois essentielles. Un projet de loi sur la prévention, la sanction et l'élimination des violences faites aux femmes, élaboré en coopération avec des organisations de défense des droits de femmes, n'a ainsi pas encore été soumis au Parlement. Le projet de loi sur la nationalité, qui reconnaît le statut des apatrides et contient des mesures visant à prévenir l'apatridie, ainsi que le projet de code de protection de l'enfance doivent également être présentés aux parlementaires.

## **PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS HUMAINS SUR LE TERRAIN**

### **PERSONNES DÉPLACÉES À L'INTÉRIEUR DE LEUR PAYS ET DROIT À UN LOGEMENT CONVENABLE**

Selon les données de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), à la date du 31 décembre 2015, 59 720 personnes vivaient encore dans 37 camps, à la suite du séisme qui a frappé le pays en janvier 2010.

Les conditions de vie dans ces camps se sont progressivement détériorées, car de nombreux programmes humanitaires ont pris fin faute de financements et conformément à la logique de la stratégie globale de fermeture des camps. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) a ainsi indiqué en novembre 2015 que les conditions sanitaires s'étaient dégradées dans les camps et que de nombreux camps risquaient grandement d'être inondés.

Amnesty International reconnaît que le nombre de personnes vivant dans les camps

a beaucoup diminué par rapport à l'estimation initiale d'environ 1 500 000 personnes<sup>5</sup>, mais l'organisation de défense des droits humains est préoccupée par le fait que la majorité des personnes qui vivent toujours dans les camps n'ont bénéficié d'aucune solution durable, notamment l'accès à un logement adéquat<sup>6</sup>. En décembre 2014, les solutions plus durables, comme les réparations, reconstructions ou constructions de logements, représentaient moins de 20 % des mesures proposées<sup>7</sup>. Les principaux efforts ont consisté à construire des abris temporaires et à fournir des aides au paiement des loyers d'un montant de 500 dollars des États-Unis par famille et par an. Le rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays a indiqué en mai 2015 que la politique d'allocations logement était « une mesure de transition destinée à désengorger les camps<sup>8</sup> ». Depuis 2014, le gouvernement haïtien et la communauté internationale ont fait état de la nécessité de transformer certains camps de personnes déplacées en quartiers formels, mais peu de progrès ont, semble-t-il, été observés.

Dans ce contexte, nombreux sont ceux qui n'ont pas eu d'autre choix que de revenir dans des maisons peu sûres ou de construire ou reconstruire leur logement, sans bénéficier d'aide dans la plupart des cas, et bien souvent dans des camps informels situés dans des zones dangereuses.

Depuis 2011, Amnesty International a recensé plusieurs cas d'expulsions forcées dans des camps de personnes déplacées et d'autres environnements. Nous ne disposons pas de données exhaustives sur le nombre de personnes déplacées ayant été expulsées de force depuis 2010, mais d'après les statistiques de l'OIM, 176 camps ont été fermés à la suite de l'expulsion des personnes qui y vivaient depuis cette date, ce qui représenterait un total de plus de 60 000 personnes<sup>9</sup>. Les expulsions ont diminué en 2014 et en 2015, mais les personnes déplacées se trouvant sur des terres privées risquent d'être expulsées de force.

En octobre 2013, le gouvernement a annoncé l'adoption de sa première Politique nationale du logement et de l'habitat, une première mesure essentielle. Cependant, la politique présente des lacunes importantes, notamment en ce qui concerne la façon d'identifier et d'accompagner les personnes qui sont le plus dans le besoin pour leur permettre d'accéder à un logement décent.

---

<sup>5</sup> Brookings et Organisation internationale pour les migrations, *Supporting durable solutions to urban, post-disaster displacement: challenges and opportunities in Haiti*, 2014, p. 1.

<sup>6</sup> Pour obtenir des informations supplémentaires, voir le rapport d'Amnesty International intitulé « 15 minutes pour partir ». *Les violations du droit à un logement décent en Haïti après le tremblement de terre* (AMR 36/001/2015).

<sup>7</sup> Rapport d'Amnesty International intitulé « 15 minutes pour partir ». *Les violations du droit à un logement décent en Haïti après le tremblement de terre* (AMR 36/001/2015).

<sup>8</sup> Conseil des droits de l'homme, *Rapport du rapporteur spécial sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays, mission en Haïti*, 8 mai 2015, A/HRC/29/34/Add.2, § 74.

<sup>9</sup> OIM, Groupe E-Shelter et CCCM Haïti, *Matrice de suivi des déplacements*, septembre 2014.

## DROITS DES MIGRANTS

Le plan national de régularisation des étrangers en situation migratoire irrégulière en République dominicaine a pris fin le 17 juin 2015 et plusieurs milliers de migrants haïtiens et leur famille sont revenus en Haïti. La majorité d'entre eux ont déclaré être rentrés en raison de menaces ou de craintes d'expulsion violente, et d'autres ont été expulsés. Les autorités haïtiennes n'ont pas procédé à des enregistrements systématiques à l'arrivée de ces personnes et n'ont pas fourni une assistance adéquate à celles et ceux qui n'avaient nulle part où aller et aux personnes les plus vulnérables.

Selon les informations recueillies par l'OIM, en janvier 2016, près de 2 220 personnes, dont la plupart ont été expulsées ou sont rentrées de République dominicaine, s'étaient installées dans six camps de fortune dans le sud du pays, dans la région frontalière d'Anse-à-Pitres.

En mars 2016, Amnesty International a mené une mission sur le terrain et a découvert les tristes conditions de vie dans les camps<sup>10</sup>, comme cela avait déjà été mis en évidence par des organisations haïtiennes de défense des droits humains et par des organisations humanitaires internationales<sup>11</sup>. Les camps sont situés sur des terres arides et poussiéreuses, et l'accès à l'eau, aux installations sanitaires et aux soins de santé est restreint. Il n'existe aucun système de gestion des déchets et l'accès à l'éducation pour les enfants est très limité. La plupart des personnes avec lesquelles Amnesty International s'est entretenue ont aussi déploré l'absence d'emplois et d'activités génératrices de revenu dans la région.

## APATRIDES

À la suite d'une décision de la Cour constitutionnelle dominicaine en 2013 privant arbitrairement des dizaines de milliers de personnes, d'origine haïtienne pour la plupart, de la nationalité dominicaine, les autorités haïtiennes ont déclaré qu'Haïti considérait ces personnes comme apatrides.

Toutefois, en juin 2015, quand de nombreuses personnes ont commencé à rentrer en Haïti, notamment après avoir été expulsées de République dominicaine, les autorités haïtiennes ne les ont pas identifiées et enregistrées comme étant apatrides ou risquant d'être apatrides. Le 17 mars 2016, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a identifié 1 237 personnes dans cette situation, dont une majorité d'enfants. Les autorités haïtiennes doivent s'occuper de ces personnes, en facilitant leur retour en République dominicaine ou en reconnaissant leur réinstallation officielle en Haïti, dans le respect de leurs souhaits.

## ACCÈS À LA JUSTICE

La création tant attendue du Conseil supérieur du pouvoir judiciaire (CSPJ) en 2012 a constitué une avancée majeure dans la réforme de la justice. Cependant,

---

<sup>10</sup> Rapport d'Amnesty International « *Où allons nous vivre ?* » Flux migratoires et apatridie en Haïti et en République dominicaine (AMR 36/4105/2016).

<sup>11</sup> OCHA, Bulletin humanitaire, Haïti, Numéro 54, septembre 2015 : [https://www.humanitarianresponse.info/fr/system/files/documents/files/ocha\\_haiti\\_bulletin\\_hu\\_manitaire\\_54\\_-\\_septembre\\_2015.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/fr/system/files/documents/files/ocha_haiti_bulletin_hu_manitaire_54_-_septembre_2015.pdf).

son fonctionnement est toujours entravé par le manque de ressources et l'ingérence injustifiée du gouvernement. Le premier président du CSPJ a démissionné en janvier 2015 après qu'une commission consultative présidentielle lui a recommandé de le faire en raison de « la perte de légitimité et de crédibilité du CSPJ<sup>12</sup> ». Des retards dans le renouvellement de la nomination des juges et l'enquête portant sur les plaintes contre des juges ont aussi eu des répercussions négatives sur l'efficacité de la justice.

Le manque global d'indépendance du système judiciaire demeure un motif de préoccupation. Des organisations nationales de défense des droits humains ont exprimé leur inquiétude concernant une décision rendue en avril 2015 par la juridiction pénale de Port-au-Prince, car elles craignaient que son choix de ne pas poursuivre deux membres présumés de bandes organisées ne soit motivé par des considérations politiques. Entre 2013 et 2014, Amnesty International a reçu à plusieurs reprises des informations selon lesquelles des personnes ont été arrêtées arbitrairement sur la base de fausses accusations ou en raison de leurs activités politiques.

Des mesures ont été prises pour réduire le grand nombre de placements en détention provisoire, comme l'opération d'examen des dossiers menée dans les centres pénitentiaires de la région de Port-au-Prince (l'opération « *Coup de poing* »). Cependant, à la suite de sa visite dans le pays en février 2016, l'expert indépendant des Nations unies sur Haïti a fait remarquer lors d'une conférence de presse que 72 % de tous les détenus étaient des personnes placées en détention provisoire, ce qui contribuait à l'importante surpopulation carcérale.

Le 20 février 2014, la Cour d'appel de Port-au-Prince a rétabli les accusations de crimes contre l'humanité et de crimes liés à de graves atteintes aux droits humains contre l'ancien dictateur Jean-Claude Duvalier et d'autres personnes, en annulant une décision de 2012 d'un juge d'instruction. Le juge de la Cour d'appel chargé de mener des enquêtes supplémentaires a poursuivi l'enquête après le décès de Jean-Claude Duvalier en octobre 2014. Toutefois, cette enquête doit encore être approfondie pour qu'elle puisse établir la responsabilité pénale individuelle des collaborateurs de Jean-Claude Duvalier et donner lieu à un procès équitable et impartial. Le gouvernement doit toujours allouer des ressources suffisantes au juge d'instruction afin qu'il puisse mener à bien une enquête aussi complexe. Malgré les requêtes du juge d'instruction au Conseil supérieur du pouvoir judiciaire, ses attributions n'ont pas été ajustées pour lui permettre de se concentrer sur cette affaire.

## **VIOLENCES FAITES AUX FEMMES ET AUX FILLES**

Des recherches menées par des organisations nationales et internationales de défense des droits humains révèlent des pratiques de violences liées au genre. Toutefois, en l'absence de mécanismes efficaces de collecte et de compilation des données pertinentes, il demeure difficile de mesurer les tendances dans ce

---

<sup>12</sup> Recommandations de la Commission consultative, 8 décembre 2014 : [http://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haïti/article4393117.ece/binary/Read%20the%20presidential%20commission's%20report%20\(PDF\)](http://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haïti/article4393117.ece/binary/Read%20the%20presidential%20commission's%20report%20(PDF)).



domaine, ainsi que l'impact des politiques en la matière.

L'accès à la justice des victimes de violences liées au genre demeure difficile pour plusieurs raisons, notamment l'absence d'enregistrement systématique des plaintes par la police, ou le mauvais enregistrement de ces plaintes ; le nombre élevé de cas en souffrance devant les tribunaux, et la pratique illégale de recherche de conciliation entre la victime et son agresseur présumé (arrangements à l'amiable menés en général par les juges de paix). De plus, les autorités sont réticentes à traiter les plaintes pour viol en l'absence d'un certificat médical et classent fréquemment les affaires sans suites lorsque les certificats médicaux ne décrivent pas de blessures correspondant à un certain niveau de violence physique.

## DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS ET JOURNALISTES

Entre 2012 et 2014, Amnesty International a recensé de nombreux cas d'agressions, de menaces, d'actes de harcèlement et d'intimidation visant des défenseurs des droits humains, y compris des avocats, souvent liés, semble-t-il, à leurs activités de défense des droits humains. Dans la plupart des cas, les autorités n'ont pas mené immédiatement d'enquêtes approfondies. En outre, elles n'ont pas mis en place des mesures de protection efficaces afin de permettre aux défenseurs des droits humains de travailler sans craindre de représailles. Plus récemment, des organisations nationales de défense des droits humains ainsi que la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) ont signalé plusieurs cas de menaces et de harcèlement de journalistes qui avaient exprimé des opinions critiques sur les élections de 2015 ou la crise politique<sup>13</sup>.

## LESBIENNES, GAYS ET PERSONNES BISEXUELLES, TRANSGENRES ET INTERSEXUÉES (LGBTI)

Les personnes LGBTI sont en proie à une forte discrimination en Haïti, qui se traduit souvent par des actes de violence, de harcèlement ou d'intimidation. On a assisté à un pic de violences à l'été 2013, dans un contexte où l'idée circulait parmi certains groupes religieux que les militants LGBTI cherchaient à faire adopter une loi autorisant le mariage entre personnes de même sexe en Haïti. Des groupes religieux ont organisé des manifestations contre le mariage entre personnes de même sexe. Des organisations locales de défense des droits humains ont indiqué que des violences et des agressions visant des personnes perçues comme étant LGBTI avaient eu lieu durant ces manifestations<sup>14</sup>. À la connaissance d'Amnesty International, personne n'a été poursuivi afin de répondre de ces actes.

Les organisations haïtiennes de défense des droits humains considèrent que la réponse de la police aux cas de violence et de harcèlement contre les personnes LGBTI est la plupart du temps inappropriée. Les policiers sont souvent réticents à l'idée d'intervenir sur ces affaires ou adoptent eux-mêmes des comportements

---

<sup>13</sup> FIDH, Lettre ouverte à Gustavo Gallón, l'Expert indépendant sur la situation des droits humains en Haïti, 9 février 2016, <https://www.fidh.org/fr/regions/ameriques/haiti/lettre-ouverte-a-gustavo-gallon-l-expert-independant-sur-la-situation>.

<sup>14</sup> Amnesty International, *Haïti. De nouvelles violences possibles lors d'un prochain défilé anti-LGBTI* (AMR 36/015/2013) et Amnesty International, *Haïti. Action complémentaire : De nouvelles violences possibles lors d'un prochain défilé anti-LGBTI* (AMR 36/016/2013).

discriminatoires à l'égard de ces personnes. De ce fait, les personnes LGBTI sont peu enclines à signaler des agissements à la police. Des groupes LGBTI ont contribué à la formation de nouvelles recrues au sein de la police en 2015, ce qui constitue une évolution positive.

## RECOMMANDATIONS À L'ÉTAT EXAMINÉ

**Amnesty International engage le gouvernement haïtien à prendre les mesures suivantes :**

### *Personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et droit à un logement convenable*

- Mettre un terme à toutes les expulsions forcées, y compris celles visant des habitants de camps de personnes déplacées.
- Veiller à ce que toutes les expulsions soient conformes aux lois et normes internationales relatives aux expulsions forcées, y compris les Principes de base et directives des Nations unies concernant les expulsions et les déplacements liés au développement.
- Veiller à ce que les programmes visant à transformer des camps de personnes déplacées et des quartiers informels en quartiers formels ne donnent pas lieu à des expulsions forcées et offrent une sécurité d'occupation à tous les bénéficiaires.
- Veiller à ce que tous les programmes d'aide au logement soient associés à des activités de subsistance et des activités génératrices de revenu, bénéficient à l'ensemble de la communauté de personnes déplacées et soient accompagnés d'une aide juridique dans les domaines du logement et de la propriété foncière et immobilière, conformément aux recommandations du rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays<sup>15</sup>.
- Mettre pleinement en œuvre la Politique nationale du logement et de l'habitat afin de garantir sans discrimination l'accès à un logement décent, en particulier pour les personnes vivant dans la pauvreté.

### *Droits des migrants*

- Modifier le Protocole d'accord sur les mécanismes de rapatriement, conclu avec la République dominicaine en 1999, pour veiller à ce qu'il soit pleinement conforme au droit international et aux normes internationales.
- Enregistrer systématiquement les personnes qui rentrent en Haïti ou sont expulsées de République dominicaine, et simplifier les démarches d'obtention de pièces d'identité pour les personnes qui sont haïtiennes.
- Offrir une assistance et une protection immédiates aux personnes qui rentrent en Haïti, en accordant une attention particulière aux groupes marginalisés et aux personnes en danger.

---

<sup>15</sup> Conseil des droits de l'homme, *Rapport du rapporteur spécial sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays*, 8 mai 2015, A/HRC/29/34/Add.2, § 74.

- Faire en sorte que toutes les personnes qui rentrent en Haïti, en particulier celles qui ne peuvent pas subvenir à leurs besoins, aient accès à un logement convenable.

#### *Apatrides*

- Identifier et enregistrer les personnes qui sont apatrides ou risquent de l'être.
- Aider les personnes apatrides nées en République dominicaine et expulsées de ce pays et qui souhaitent rester en Haïti à s'y installer et à obtenir des papiers d'identité.
- Faciliter, notamment par le biais d'un dialogue avec les autorités dominicaines, le retour en République dominicaine des personnes qui y sont nées si c'est là leur choix.
- Adopter et appliquer de façon effective le projet de loi sur la nationalité.
- Ratifier et appliquer la Convention relative au statut des apatrides et la Convention sur la réduction des cas d'apatridie.

#### *Accès à la justice*

- Veiller à ce que les autorités judiciaires, y compris le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire (CSPJ), disposent de ressources adéquates et puissent exercer leurs fonctions sans l'ingérence de la classe politique.
- Prendre des mesures concrètes dans l'ensemble du pays pour accélérer l'examen des affaires concernant les personnes en détention provisoire et prendre des mesures de substitution à l'incarcération afin que le recours à la détention provisoire ne soit qu'exceptionnel.
- Veiller à ce que les autorités judiciaires disposent de moyens suffisants pour poursuivre, sans l'ingérence de la classe politique, l'enquête sur les graves violations des droits humains et les crimes contre l'humanité qui auraient été commis sous le régime de Jean-Claude Duvalier.
- Achever la réforme du Code pénal et veiller à ce que le viol, la torture, les crimes contre l'humanité et les discriminations y soient définis, en conformité avec les normes internationales.

#### *Défenseurs des droits humains et journalistes*

- Mener sans délai des enquêtes efficaces sur toutes les allégations d'attaques, de menaces ou d'intimidation prenant pour cible des défenseurs des droits humains, des avocats et des journalistes ; rendre publiques les conclusions de ces enquêtes et traduire les responsables présumés en justice.
- Accorder une protection efficace aux avocats, aux défenseurs des droits humains et aux journalistes, notamment en mettant pleinement en œuvre les mesures conservatoires (mesures provisoires de protection) adoptées en leur faveur par la Commission interaméricaine des droits de l'homme.

#### *Violences faites aux femmes et aux filles*

- Veiller à ce que les autorités judiciaires et la police enregistrent systématiquement et efficacement toutes les plaintes pour violences liées au genre, notamment en rassemblant et en ventilant les données de tout le

pays en fonction de la nature des violences commises, de l'identité du responsable présumé, de sa relation à la victime, du taux de poursuites débouchant sur un procès, et à ce que les résultats soient rendus publics.

- Veiller à ce que les autorités judiciaires mènent des enquêtes impartiales et efficaces dans les meilleurs délais sur tous les signalements de violences liées au genre et à ce que les responsables présumés de ces actes soient traduits en justice et jugés dans le respect des normes d'équité des procès.
- Adopter un cadre législatif exhaustif concernant les violences contre les femmes, en veillant à ce qu'il inclue une définition du viol conforme aux normes internationales et à ce que le viol conjugal soit érigé en infraction, et assurer la mise en application effective de ce cadre.
- Apprendre aux procureurs et aux juges à traiter les affaires de viols et autres violences sexuelles d'une façon conforme aux normes internationales, notamment en ce qui concerne l'usage des éléments médico-légaux, sans stéréotypes de genre.

*Lesbiennes, gays et personnes bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI)*

- Mener des enquêtes exhaustives sur tous les actes de violence qui pourraient avoir été motivés par la discrimination vis-à-vis de personnes en raison de leur identité de genre ou de leur orientation sexuelle, réelle ou supposée, et traduire leurs auteurs présumés en justice, dans le cadre de procès équitables.
- Dispenser aux policiers et aux autres agents de l'État une formation sur le traitement des cas de violence, de harcèlement et d'intimidation contre des personnes en raison de leur identité de genre ou orientation sexuelle réelle ou supposée, en insistant notamment sur l'importance de ne pas recourir à des stéréotypes de genre.
- Mettre en œuvre des programmes d'éducation aux droits humains et de lutte contre la discrimination en collaboration avec les organisations de défense des droits des LGBTI.

# ANNEXE

## AUTRES DOCUMENTS D'AMNESTY INTERNATIONAL TRAITANT DE CES QUESTIONS<sup>16</sup>

*« Où allons-nous vivre ? » Flux migratoires et apatridie en Haïti et en République dominicaine (AMR 36/4105/2016)*

*Haïti : Lettre ouverte à Paul Evans, nouveau Premier ministre d'Haïti : Faites des droits humains la priorité de votre nouveau gouvernement (AMR 36/0004/2015)*

*Haïti. Se relever des décombres, campagnes, 12 janvier 2015*

*Haïti. Cinq ans après le tremblement de terre dévastateur, des dizaines de milliers de personnes sont toujours sans logement, nouvelle, 8 janvier 2015*

---

<sup>16</sup> Tous ces documents sont disponibles sur le site Internet d'Amnesty International : <https://www.amnesty.org/fr/countries/americas/haiti/>

# HAITI

**INTERNAL DISPLACEMENT,  
FORCED EVICTIONS,  
STATELESSNESS – THE  
CATALOGUE TO VIOLATIONS  
CONTINUE**

*Amnesty International  
Submission to the UN Universal  
Periodic Review  
November 2016*

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# CONTENTS

Synthèse .....	3
Le précédent examen et ses suites .....	3
Le cadre national de protection des droits humains .....	4
Promotion et protection des droits humains sur le terrain .....	5
Personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et droit à un logement convenable.....	5
Droits des migrants .....	7
Apatrides .....	7
Accès à la justice .....	7
Violences faites aux femmes et aux filles.....	8
Défenseurs des droits humains et journalistes .....	9
Lesbiennes, gays et personnes bisexuelles, transgenres et intersexués (LGBTI) .....	9
Recommandations à l'État examiné.....	10
Annexe.....	14
Executive summary .....	3
Follow-up to the previous review .....	3
The national human rights framework.....	4
Promotion and protection of human rights on the ground .....	5
Internally displaced people and the right to adequate housing.....	5
Migrants' rights .....	6
Stateless people .....	6
Access to justice.....	7
Violence against women and girls .....	8



Human rights defenders and journalists .....	8
Lesbian, gay, bi-sexual, transgender, intersex (LGBTI) persons .....	8
Recommendations for action by the State under review .....	9
Annex .....	12



## EXECUTIVE SUMMARY

This submission was prepared for the Universal Periodic Review (UPR) of Haiti in November 2016. In it, Amnesty International evaluates the implementation of recommendations made in its UPR in 2011, noting that while Haiti has taken some steps to address concerns raised in the previous review, more needs to be done to fully implement the recommendations and to address key human rights concerns in the country.

Amnesty International acknowledges Haiti's efforts to improve the justice system, including by taking measures to address the high rates of pre-trial detention. However, concerns remain regarding the lack of independence of the justice system, including the use of arbitrary detention for political reasons.

Amnesty International is deeply concerned about worsening living conditions for internally displaced people (IDPs) since the 2010 earthquake and the risk of forced eviction they continue to face. The high number of stateless persons and violence against women and girls remain ongoing concerns, as do numerous attacks on and harassment of human rights defenders, journalists, and lesbian, gay, bi-sexual, transgender, and intersex (LGBTI) persons.

In the final section of this document, Amnesty International makes a number of recommendations to Haiti to address the human rights concerns raised in this submission.

## FOLLOW-UP TO THE PREVIOUS REVIEW

During its first UPR in October 2011, Haiti accepted recommendations to ratify a number of international human rights treaties.<sup>17</sup> However, since then Haiti has ratified only the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the sale of children, child prostitution and child pornography, and the Hague Convention on the Protection of Children and Co-operation in Respect of Intercountry Adoption. Amnesty International regrets that Haiti rejected recommendations to ratify the Convention relating to the Status of Stateless Persons and the Convention on the Reduction of Statelessness.<sup>18</sup> Both of these are particularly pertinent to the situation in Haiti given the high number of Haitians lacking any form of identity documents and the presence in Haiti of stateless persons expelled from the Dominican Republic.

---

<sup>17</sup> Human Rights Council, *Report of the Working Group on the Universal Periodic Review - Haiti*, 8 December, A/HRC/19/19, recommendations 88.1 (Algeria), 88.2 (South Africa), 88.3 (Ghana), 88.4 (France), 88.5 (Poland), 88.6 (Spain), 88.7 (Norway), 88.8 (Uruguay), 88.9 (Djibouti), 88.10 (Honduras), 88.11 (Switzerland), 88.12 (Argentina), 88.13 (Norway), 88.14 (Belgium), 88.15 (Maldives), 88.16 (Spain), 88.17 (Hungary), 88.20 (Hungary).

<sup>18</sup> A/HRC/19/19, recommendations 88.18 (Norway) and 88.19 (France), and A/HRC/19/19/Add.1, paragraph 33.

Amnesty International welcomes the adoption of crucial legislation, such as the Law on the sale and trafficking of persons, the Law on adoptions, the Law on paternity, maternity and filiation, and the Law on prevention and sanction of corruption, as recommended during the first UPR.<sup>19</sup>

Haiti also accepted a number of recommendations related to strengthening the administration of justice.<sup>20</sup> While Haiti has appointed a President of the Supreme Court and taken measures to address the high rates of pre-trial detention and increase the provision of legal aid, a comprehensive reform of the justice system has yet to be undertaken and access to justice remains difficult (see also below).

While the number of IDPs living in camps following the 2010 earthquake has drastically decreased, Amnesty International is concerned that Haiti has failed to provide access to durable solutions for them, or taken concrete steps towards facilitating their access to adequate housing.

## THE NATIONAL HUMAN RIGHTS FRAMEWORK

In 2012, a law was adopted to reform the ombudsman office (*Office de la Protection du Citoyen*), and in December 2013 the office received accreditation as a national human rights institution (category A) in conformity with the Paris Principles. While this is a major step forward, the office remains largely underfunded.

Key national legislation is based on five Napoleonic Codes, which have remained largely unchanged, with dozens of legal and administrative provisions that are no longer relevant to the current context, discriminatory norms against women and lacking several human rights guarantees, including protection from torture and crimes against humanity. The Presidential Commission for the Reform of the Justice System, tasked with reviewing the Codes, submitted a draft reform of the Penal Code to the President in March 2015 and a draft reform of the Criminal Procedure Code in October 2015. Both of these have yet to be submitted to Parliament.

Rape was criminalized in Haiti in 2005 through a governmental decree. However, the decree does not contain a definition of the crime and does not mention rape within marriage.

The political crisis, which left the country without a functional Parliament throughout 2015 and without an elected successor when the President's term

---

<sup>19</sup> A/HRC/19/19, recommendations 88.84 (Norway), 88.85 (Honduras), 88.86 (Australia), 88.87 (Uruguay), 88.88 (Djibouti), 88.89 (United States), and 88.104 (Turkey).

<sup>20</sup> A/HRC/19/19, recommendations 88.97 (Sweden), 88.98 (Spain), 88.99 (United Kingdom), 88.100 (United States), 88.101 (Norway), 88.102 (Slovakia), 88.103 (Barbados), 88.104 (Turkey), 88.105 (Belgium), 88.106 (United States), 88.107 (Slovenia), 88.108 (Mexico), 88.109 (Belgium), 88.110 (Switzerland), 88.111 (Canada) 88-112 (France).

expired on 7 February 2016, has severely affected Haiti's capacity to adopt essential legislation and policies. For example, a comprehensive Bill on the prevention, prosecution and eradication of violence against women, which had been drafted in cooperation with women's rights organizations, has yet to be submitted to Parliament. The draft Nationality Law recognizing the status of stateless persons and containing measures to prevent statelessness and the draft Child Protection Code have also yet to be submitted to Parliament.

## PROMOTION AND PROTECTION OF HUMAN RIGHTS ON THE GROUND

### INTERNALLY DISPLACED PEOPLE AND THE RIGHT TO ADEQUATE HOUSING

According to data from the International Organization for Migration (IOM), as of 31 December 2015, an estimated 59,720 individuals were still residing in 37 camps following the January 2010 earthquake.

Living conditions in the camps have progressively worsened as many humanitarian programmes have ended due to lack of funding and in line with the overall strategy of closing camps. For example, in November 2015, the United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA) reported that hygiene conditions in the camps had deteriorated and that many of the camps are at high risk of flooding.

While Amnesty International acknowledges that the number of people living in the camps has decreased significantly from the initial estimate of about 1,500,000,<sup>21</sup> it is concerned that the majority of those left in the camps has not benefitted from a durable solution to their displacement, including access to adequate housing.<sup>22</sup> By December 2014, more durable solutions to displacement, including repairing, rebuilding or building housing, accounted for less than 20% of the measures provided.<sup>23</sup> The main effort has been focused on the construction of temporary shelters and the provision of rental subsidies of US\$500 per family per year. The UN Special Rapporteur on the human rights of Internally Displaced Persons stated in May 2015 that the rental subsidy policy was "a transitional measure to decongest the camps".<sup>24</sup> Although the Haitian government and the international community since 2014 have acknowledged the need to transform certain IDP camps into neighbourhoods, little progress appears to have been made in this respect.

---

<sup>21</sup> Brookings and International Organization for Migration, *Supporting durable solutions to urban, post-disaster displacement: challenges and opportunities in Haiti*, 2014, pag.1.

<sup>22</sup> For further information see Amnesty International's report "15 Minutes to leave" – *Denial of the right to adequate housing in post-quake Haiti* (Index: AMR/36/001/2015).

<sup>23</sup> Amnesty International's report "15 Minutes to leave" – *Denial of the right to adequate housing in post-quake Haiti* (Index: AMR/36/001/2015).

<sup>24</sup> Human Rights Council, *Report of the Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons, Mission to Haiti*, 8 May 2015, A/HRC/29/34/Add.2, para. 74.

Against this backdrop, many people have moved back to unsafe houses or started building or reconstructing their houses, in most cases with no assistance or guidance, and often in informal settlements located in hazardous areas.

Since 2011, Amnesty International has documented several cases of forced evictions from IDPs camps and other settings. There are no comprehensive figures for the number of IDPs who have been forcibly evicted since 2010, but IOM statistics suggest that since 2010 176 camps have been closed following eviction, which would suggest a total of over 60,000 individuals.<sup>25</sup> Although there were fewer evictions during 2014 and 2015, those in IDP sites on private land are at risk of forced eviction.

In October 2013, in an essential first step, the government announced the adoption of the first National Policy on Housing and Habitat. However, the policy has some important gaps, including on how to identify those most in need and support them in accessing adequate housing.

## MIGRANTS' RIGHTS

When the national regularization plan of irregular migrants in the Dominican Republic expired on 17 June 2015, tens of thousands of Haitian migrants and their families returned to Haiti. The majority said they had returned following threats or fear of violent expulsion, while others were deported. The Haitian authorities did not carry out comprehensive registration at the time of their arrival and did not provide adequate assistance to those with no place to go, or to the most vulnerable people.

According to information gathered by IOM, as of January 2016, about 2,220 people, most of them deported or returned from the Dominican Republic, had settled in six makeshift camps at the southern border region of Anse-à-Pitre.

In March 2016, Amnesty International conducted a field mission and ascertained the dismal living conditions in the camps,<sup>26</sup> as had been documented by both Haitian human rights organizations and international humanitarian organizations.<sup>27</sup> Located in dusty and arid plots, the camps have limited access to water and sanitation and to healthcare, there are no waste management systems, and the access for children to education severely restricted. Most people interviewed by Amnesty International also complained about the lack of employment opportunities and income-generating activities in the area.

## STATELESS PEOPLE

Following a ruling in 2013 by the Dominican Constitutional Court arbitrarily depriving tens of thousands of people of Dominican nationality, most being of Haitian descent, the Haitian authorities stated that they considered those affected to be stateless.

---

<sup>25</sup> IOM, Haiti E-Shelter & CCCM Cluster, Displacement Tracking Matrix (DTM) Haiti, September 2014.

<sup>26</sup> Amnesty International's report "*Where are we going to live?*" *Migration and Statelessness in Dominican Republic and Haiti*. (Index AMR 36/4105/2016)

<sup>27</sup> OCHA, Humanitarian Bulletin, Haiti, Issue 54, September 2015, available at [https://www.humanitarianresponse.info/es/system/files/documents/files/ocha\\_haiti\\_humanitarian\\_bulletin\\_54\\_-\\_september\\_2015.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/es/system/files/documents/files/ocha_haiti_humanitarian_bulletin_54_-_september_2015.pdf)

However, in June 2015, when high numbers of people started returning to Haiti, including because they were deported from the Dominican Republic, the Haitian authorities failed to identify and register them as stateless or at risk of statelessness. By 17 March 2016, UNHCR had identified 1,237 such individuals, the majority of them children. The Haitian authorities have yet to deal with these cases either by facilitating their return to the Dominican Republic or recognizing, in accordance with their wishes, their official re-settlement in Haiti.

## ACCESS TO JUSTICE

The long-awaited establishment of the Supreme Council of the Judiciary (*Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire* – CSPJ), in 2012, was a major step forward in the reform of the justice system. However, its effective functioning continues to be hampered by a lack of resources and undue interference by the government. The first President of CSPJ resigned in January 2015 when a presidential advisory commission recommended that he do so due to “the loss of legitimacy and credibility of the CSPJ”.<sup>28</sup> Delays in the renewal of the tenure of judges and the investigation of complaints against judges have also had a negative impact on the efficiency of the judiciary.

The overall lack of independence of the justice system remains a concern. National human rights organizations have expressed concern that a decision by the Port-au-Prince criminal court in April 2015 to dismiss the case against two alleged gang members was politically motivated. Between 2013 and 2014, Amnesty International received several reports indicating that people had been arbitrarily detained on false charges, or on account of their political activities.

Some measures have been taken to address the high rate of pre-trial detention, such as the case review carried out in penitentiaries in the Port-au-Prince region (so-called operation “*Coup de poing*”). However, as the UN Independent Expert on Haiti pointed out, during a press conference following his visit to Haiti in February 2016, 72% of all detainees are held in pre-trial detention, contributing to severe over-crowding in the prisons.

On 20 February 2014, the Port-au-Prince Court of Appeal re-established the charges of crimes against humanity and crimes related to serious human rights abuses against former dictator Jean Claude Duvalier and others, reversing a 2012 ruling by an investigative judge. The Court of Appeal judge tasked with carrying out additional investigations continued these after Duvalier’s death in October 2014; however, further investigations are needed to establish the individual criminal liability of Duvalier’s subordinates, and ultimately to conduct a fair and impartial trial. The government has yet to allocate sufficient resources to enable the investigating judge to carry out a complex investigation of this kind. Despite requests by the investigating judge to the Supreme Council on Judicial Powers, his duties have not been adjusted to allow him to focus on this case.

---

<sup>28</sup> Recommendations de la Commission Consultative, 8 December 2014, available at [http://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article4393117.ece/binary/Read%20the%20presidential%20commission's%20report%20\(PDF\)](http://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article4393117.ece/binary/Read%20the%20presidential%20commission's%20report%20(PDF))

## VIOLENCE AGAINST WOMEN AND GIRLS

Research by national and international human rights organizations reveals a pattern of gender-based violence. However, it is difficult to measure the trends of such violence and the impact of policies due to the lack of effective mechanisms to collect and collate disaggregated data.

Access to justice for victims of gender-based violence remains difficult due to several factors, including the failure by the police systematically to register complaints, the backlog of cases in courts, and the unlawful practice of seeking, through a justice of the peace, conciliation between the victim and the alleged perpetrator. The authorities are also not willing to process complaints of rape in the absence of a medical certificate and frequently dismiss cases where the medical certificates do not show injuries consistent with a certain level of physical violence.

## HUMAN RIGHTS DEFENDERS AND JOURNALISTS

Between 2012 and 2014, Amnesty International recorded numerous instances of attacks, threats and harassment against human rights defenders, including lawyers, which often seemed to be related to their human rights work. In most cases, the authorities have failed to carry out prompt and thorough investigations. Moreover, the authorities have not put in place effective protection measures to enable the defenders to carry out their work without fear of reprisals. More recently, national human rights organizations, as well as the International Federation of Human Rights, reported a number of instances of threats and harassment against journalists who had expressed critical opinions of the 2015 elections or the political crisis.<sup>29</sup>

## LESBIAN, GAY, BI-SEXUAL, TRANSGENDER, INTERSEX (LGBTI) PERSONS

LGBTI persons suffer high levels of discrimination in Haiti, which often translates into acts of violence, harassment or intimidation. A spike in violence occurred in the summer of 2013, following speculation by some religious groups that LGBTI activists were seeking the adoption of legislation to authorize same-sex marriage in Haiti. Religious groups organized demonstrations against same-sex marriage, during which acts of violence and aggression against persons perceived to be LGBTI were reported by local human rights organizations.<sup>30</sup> No individuals are known to have been prosecuted for these acts.

Haitian human rights organizations consider the response by the police to cases of violence and harassment of LGBTI persons to be generally inadequate. Police officers often appear reluctant to intervene in such cases or themselves demonstrate discriminatory attitudes towards the victims. As a consequence, LGBTI persons are discouraged from reporting incidents to the police. In a positive development, LGBTI groups contributed to the training of new police recruits in 2015.

---

<sup>29</sup> FIDH, Lettre ouverte à Gustavo Gallón, l'Expert indépendant sur la situation des droits humains en Haïti, 9 February 2016, <https://www.fidh.org/fr/regions/ameriques/haiti/lettre-ouverte-a-gustavo-gallon-l-expert-independant-sur-la-situation>

<sup>30</sup> Amnesty International, *Haiti: Anti-LGBTI march threatens more violence* (Index: AMR 36/015/2013) and Amnesty International, *Haiti: Further information: Anti-LGBTI march threatens more violence* (Index: AMR 36/016/2013).



# RECOMMENDATIONS FOR ACTION BY THE STATE UNDER REVIEW

## Amnesty International calls on the government of Haiti to:

### *Internally displaced persons and the right to adequate housing*

- End all forced evictions, including from displacement camps;
- Ensure that all evictions comply with international law and standards on forced evictions, including the UN Basic Principles and Guidelines on Development-Based Evictions and Displacement;
- Ensure that programmes aimed at transforming IDP camps and informal settlements into formal neighbourhoods do not result in forced evictions and provide security of tenure to all beneficiaries;
- Ensure that all rental subsidy programmes are linked to livelihoods and income generating activities and benefit the entire IDP community, and are accompanied by legal support for housing, land and property matters, as recommended by the UN Special Rapporteur on the Human Rights of Internally Displaced Persons;<sup>31</sup>
- Fully implement the National Policy on Housing and Habitat in a manner that ensures access, on the basis of non-discrimination, to adequate housing, particularly for those living in poverty.

### *Migrants' rights*

- Update the 1999 Protocol of understanding with the Dominican Republic on the mechanisms of repatriation to ensure its full compliance with international law and standards;
- Systematically register people returning or being deported from the Dominican Republic and facilitate access to identity document for those who are Haitian nationals;
- Provide returnees with immediate assistance and protection, paying special attention to marginalized groups and persons at risk;
- Ensure access to adequate housing for all returnees, especially those who cannot provide for themselves.

### *Stateless people*

- Identify and register persons who are stateless or at risk of statelessness;
- Facilitate settlement in Haiti and access to identity documents for stateless persons born in and expelled from the Dominican Republic and who wish to remain in Haiti;
- Facilitate, including through dialogue with the Dominican authorities, the return to the Dominican Republic of people born in the Dominican Republic who wish to return;

---

<sup>31</sup> Human Rights Council, *Report of the Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons*, 8 May 2015, A/HRC/29/34/Add.2, paragraph 74.

- Adopt and effectively implement the draft Nationality Law;
- Ratify and implement the Convention relating to the Status of Stateless Persons and the Convention on the Reduction of Statelessness.

*Access to justice*

- Ensure that the judiciary, including the Supreme Council of the Judiciary (CSPJ), is provided with adequate resources and able to operate free from political interference;
- Implement practical measures throughout the country to accelerate consideration of the cases of those held in pre-trial detention and implement alternative measures to incarceration to ensure that pre-trial detention is used only as an exceptional measure;
- Ensure that the judicial authorities have sufficient resources to continue, free from political interference, the investigation into the crimes against humanity and crimes related to serious human rights abuses allegedly committed during Jean-Claude Duvalier's era;
- Finalize the reform of the Criminal Code, and ensure that rape, torture, crimes against humanity and discrimination are defined in line with international standards.

*Human rights defenders and journalists*

- Investigate promptly and effectively all allegations of attacks, threats or intimidation against human rights defenders, lawyers and journalists, make the results public, and bring the perpetrators to justice;
- Provide effective protection measures to lawyers, human rights defenders and journalists, including by fully implementing the precautionary measures (interim measures of protection) of the Inter-American Commission on Human Rights where these have been granted.

*Violence against women and girls*

- Ensure that the police and judicial authorities systematically and effectively register all complaints of gender-based violence, including by collecting and disaggregating data across Haiti on the nature of the violence, the alleged identity of the perpetrator, their relationship with the victim, the rate of successful prosecution, and make the results public;
- Ensure that the judicial authorities investigate all report of gender-based violence promptly, impartially and effectively and bring to justice the suspected perpetrators in fair trials;
- Adopt and effectively implement comprehensive legislation on violence against women, including a definition of rape consistent with international standards, and criminalizing rape within marriage;
- Train prosecutors and judges in the handling of cases of rape and sexual violence in a manner which is compliant with international standards, including in relation to the use of forensic evidence, and which avoids gender stereotyping.

*LGBTI persons*

- Fully investigate all acts of violence suspected of being motivated by discrimination against individuals because of their real or perceived sexual orientation or gender identity and bring the suspected perpetrators to justice in fair trials;
- Carry out training of police officers and other state agents on how to handle cases of violence, harassment and intimidation against people because of their real or perceived sexual orientation or gender identity, including by avoiding resort to gender stereotyping;
- Implement human rights education and anti-discrimination awareness-raising programs in collaboration with LGBTI rights organizations.

## ANNEX

### AMNESTY INTERNATIONAL DOCUMENTS FOR FURTHER REFERENCE<sup>32</sup>

*“Where are we going to live?” Migration and statelessness in Haiti and the Dominican Republic* (Index: AMR 36/4105/2016)

*Haiti: Open letter to Paul Evans, the new Prime Minister of Haiti: Make human rights priority for your new government* (AMR 36/0004/2015)

*Post-quake Haiti: left in the rubble*, campaign, 12 January 2015

*Haiti: five years after devastating earthquake tens of thousands still homeless and desperate*, news, 8 January 2015

---

<sup>32</sup> All of these documents are available on Amnesty International’s website:  
<https://www.amnesty.org/en/countries/americas/haiti/>